



DECLARATION DES ELUS CGT DU CSEC Plénière du 04/11/2020

Lors des différentes présentations du CEI d'IB sur l'établissement de Corbeil, Mr Mazoué a abordé le transfert de charge du spool D6/D7 vers le Creusot. Ci-dessous son explication :

« Par ailleurs, sur le Spool D6D7, le Creusot est réaffirmé comme centre d'excellence sur la fabrication des disques de turbines BP CFM et LEAP. En effet, nous avons un problème de compétitivité avéré sur cette pièce à Corbeil, où la pièce revient à 30 000 euros, contre 10 000 euros au Creusot. Un tel écart de coût de production était acceptable en phase de ramp-up, mais nous ne pouvons plus nous le permettre dans ce contexte. Nous avons donc décidé de l'arrêt pur et simple de la production de cette pièce sur Corbeil, et de transférer la totalité de la production au Creusot jusqu'à nouvel ordre. Les activités rotor, DAM et militaires sont en revanche maintenues sur Corbeil. Heureusement, ces programmes restent assez stables dans ce contexte de crise. Nous souhaitons également développer notre excellence industrielle sur ces familles de produit, et c'est l'objet du programme Nova 24. Parallèlement, nous réfléchissons aux leviers de ré internalisation de charge à Corbeil. »

Il précisait :

« Au plan conjoncturel, dans un contexte d'activité partielle, le plan de polyvalence/polycompétence doit permettre d'assurer les rotations de l'AP, et d'ouvrir le champ des mobilités à toute l'unité IBL. »

Aujourd'hui, nous sommes surpris et inquiets d'apprendre que 45 salariés du secteur IBLD se retrouvent sans activité, sans possibilité de mobilité sur IB et sans proposition de parcours de formation afin de développer et monter en compétences. Ces 45 salariés représentent 12% des effectifs d'IBL et 7% des salariés d'IB. Ce n'est donc pas un petit transfert pour cette entité.

Des actions de rapatriement de charge sont engagées:

15450 h de délestage SOMEGA DAM

5000 h de délestage (ERI, Techmeta, SGI...)

Ces actions de rapatriement représentent environ 20000h de charges sur 2020 et 2021, à mettre en regard des 14000h de transfert vers le Creusot.

N'y-a-t-il pas là, matière à reclasser les salariés d'IBLD afin de les redéployer sur d'autres activités ?

La direction du CEI se contente uniquement d'encourager des mobilités hors entreprise avec comme argument le chantage de la perte de l'emploi ou bien laisser des salariés dans l'attente de la fin du dispositif APLD au taux maximum d'activité partielle, sans charge de travail pendant leur présence.

D'ailleurs, sur ce point, la CGT, comme les autres organisations syndicales, vient d'être informées par la Direction SAFRAN que la société Safran Aircraft Engines sollicite auprès de l'autorité administrative le bénéfice du dispositif exceptionnel permettant une réduction d'activité à hauteur de 50% maximum pour l'ensemble des activités du CEI IB.

Quelle coïncidence !!!

Pour les élus CGT, il est inconcevable que l'utilisation de l'APLD soit utilisée comme variable d'ajustement pour compenser l'augmentation de l'inactivité dans les secteurs comme IBLD, augmentation de cette inactivité qui résulte de vos choix industriels uniquement dictés par vos objectifs financiers.

Cela entraîne forcément des risques psycho-sociaux qui risquent d'entraîner à terme des dégâts humains.

Cette situation est d'autant plus grave que certains secteurs d'autres CEI ont un taux d'activité partielle au minimum.

Pour la CGT, il est d'ores et déjà nécessaire de rééquilibrer le partage de l'activité. Dès à présent, il est impératif de mettre en place des formations permettant aux salariés concernés d'avoir la possibilité de se reconvertir ou de monter en compétence pour maintenir leur activité sur le site de Corbeil.

A noter que dans le même temps, la direction du CEI investit dans l'usine du futur 4.0. Profitons de la baisse de charge pour former et adapter ces salariés aux nouveaux outils digitaux ainsi qu'aux nouvelles technologies liés à l'usine du futur.

Les Elus CGT demandent donc à la Direction de SAE de faire le nécessaire auprès de la direction du CEI afin de cesser les pressions et les menaces sur ces salariés. Nous demandons d'engager très rapidement des actions permettant de conserver voir développer les compétences afin d'être prêt et armé quand la reprise sera là.